

Démocraties illibérales

par [Chantal Delsol](#)

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Séance ordinaire du lundi 9 novembre 2020

"Le Pouvoir", sous la présidence de [Pierre Delvolvé](#)

Une forme politique nouvelle est née dans l'aire occidentale depuis le tournant du siècle. On ne sait pas très bien comment la nommer. On a beaucoup parlé, au début du moins, de populisme. Mais « populisme » désigne une manière de gouverner davantage qu'une forme politique. Et par ailleurs, le mot est aussitôt devenu une injure, empêchant par là toute désignation objective ou au moins sereine. Certains ont voulu parler de fascisme, parce qu'il flotte autour de ces formes politiques un arrière-goût des années 30. Mais le mot « fascisme » fait partie de ces objets sémantiques et symboliques trop sérieux pour n'être pas manipulé avec des précautions d'artificiers, car ils vous éclateraient facilement au visage. Finalement, comme il s'agit bien là de démocraties (elles en confirment tous les mécanismes), mais avouant un problème avec les libertés démocratiques, on a fini par parler de démocraties illibérales (Fareed Zacharia). Ces formes de pouvoir hybrides et encore en l'état non identifiées sont repérées principalement, au départ en Europe centrale, en Italie, puis aux Etats-Unis – soit dans l'aire occidentale, mais par extension on décèle ou croit déceler les mêmes formes à l'extérieur de l'Occident, par exemple en Asie du Sud, au Venezuela, en Inde, en Israël. Il n'y pas de définition « officielle » de ces formes nouvelles, qui apparaissent comme des dégradations des démocraties consacrées, ou alors, dans le sens inverse en dehors de l'Occident, comme des démocraties non encore consacrées ou advenues. Dans un sens ou dans l'autre, des démocraties tronquées, lacunaires, et inquiétantes.

Comme je ne suis pas juriste mais philosophe, je ne vais pas vous proposer des nomenclatures ou des normes juridiques pour tenter de savoir quelle démocratie dans le monde est illibérale et en fonction de quoi. Je vais m'attacher à la question de la cause : d'où vient cette forme politique et pourquoi est-elle née ? Que révèle-t-elle relativement à l'histoire philosophique et politique contemporaine ? Comme son nom l'indique, il s'agit là d'une démocratie qui avoue des problèmes avec la liberté. Voilà qui est étrange, car en principe démocratie et liberté sont liées comme les doigts d'une main.

Un courant de pensée est apparu récemment en Occident, qu'on pourrait nommer conservateur, car il s'indigne de ce qu'il appelle l'incapacité occidentale à poser des limites (la définition même du conservatisme est le souci de poser les limites entre ce qui doit être conservé et ce qui peut être renouvelé, à ne pas confondre avec la Réaction qui veut retourner en arrière). L'Occident post-moderne a pour objectif de déployer la mondialisation et l'émancipation individuelle, c'est-à-dire la liberté sous toutes ses formes, aussi loin que le lui permettent les techniques. Le courant conservateur affirme, ou prétend, que des limites devraient être posées pour des raisons anthropologiques et éthiques, et non pas seulement techniques. Ce courant conservateur s'inquiète des réformes sociétales telles que l'extension de l'IVG, le mariage entre deux personnes de même sexe, la PMA et la GPA, la facilité du

changement de sexe à la demande même pour les enfants. Il s'inquiète, sur le plan de la mondialisation, de voir un pays comme l'Allemagne se préoccuper de l'hospitalité vis-à-vis des migrants au détriment de la sauvegarde de la culture nationale. Ce courant conservateur voit ici et là les excès d'une culture mondialiste, individualiste et matérialiste. Ce qu'il reproche principalement à la culture post-moderne, c'est sa capacité à développer la liberté individuelle jusqu'aux excès et même jusqu'aux perversions les plus affolantes, et cela au détriment de ce dont les humains ont le plus besoin : les liens inter-humains. Il lui reproche d'être en train de détisser les sociétés et d'institutionnaliser la solitude. Ainsi, la seule réponse à cette question inquiétante serait de poser des limites aux libertés économiques, sociétales, politiques.

La montée des démocraties dites illibérales s'inscrit dans cette question. Ce ne sont pas (encore) des dictatures : mais des démocraties qui souhaitent poser des limites à la liberté, qu'elle soit économique, politique ou sociétale. Lorsque la récente nouvelle constitution hongroise affirme que le mariage est une union entre un homme et une femme, et que la vie sera protégée dès sa conception, elle pose des limites à la liberté individuelle. Cette décision est naturellement stigmatisée par l'opinion occidentale : à propos de cette constitution hongroise et des articles sus-mentionnés, Amnesty International a écrit qu'elle ne respectait pas les *droits humains*. L'IVG et le mariage entre deux personnes du même sexe feraient-ils dorénavant partie des inaltérables droits humains ? (je rappelle que le Conseil de Sécurité de l'ONU a affirmé que l'IVG n'est pas un droit de l'homme, même en cas de viol, de même qu'il a refusé d'inclure des droits spécifiques pour les personnes homosexuelles). Tout le débat est là.

On peut résumer le raisonnement de Viktor Orban par exemple de la manière suivante. L'individu moderne ne se voit plus comme créature, mais comme monade à la puissance illimitée, stoppée seulement par la puissance illimitée de l'autre. D'où la phrase répétée comme un mantra : «Ma liberté s'arrête là où commence celle de l'autre. » Croyance bien discutable, tant du point de vue social que moral ou anthropologique. Croire que la limite de ma liberté se trouve là où commence celle de l'autre, c'est justifier une société où tout est force, et où rien ne s'arrête que devant la force (la jungle, le monde de Hobbes). Il serait plus juste de dire que dans une société civilisée, c'est-à-dire aussitôt franchie l'étape du Cromagnon, les humains apprennent que la limite n'est pas donnée par la force, mais par d'autres principes qui l'habitent : ma liberté s'arrête, bien plutôt, là où commence ma responsabilité. Je suis un humain, donc civilisé, si je suis capable de me limiter moi-même : « un homme, ça s'empêche », disait Camus. Toutes les cultures sans exception évoquent les limites humaines et s'appliquent à les reconnaître et à les assumer. L'individu occidental moderne ressemble au contraire davantage au héros de Victor Hugo, ignorant les frontières de sa force :

« Je suis une force qui va !
Agent aveugle et sourd de mystères funèbres !
Une âme de malheur faite avec des ténèbres !
Où vais-je ? je ne sais.
Mais je me sens poussé
D'un souffle impétueux, d'un destin insensé »[\[1\]](#).

Ce que nous appelons l'illibéralisme est une forme de démocratie qui récuse la liberté individuelle considérée comme fin suprême. Et qui valorise les liens (par rapport à la patrie, ou à la famille), donc la responsabilité, la loyauté, la promesse.

On pourrait dire, différemment, que l'on récuse ici l'indépendance individuelle prônée par la pensée post-moderne, suivant ici Tocqueville : « il n'y a rien de moins indépendant qu'un citoyen libre ».

L'un des thèmes substantiels de la pensée politique contemporaine est ainsi la question suivante : dans une démocratie, la liberté doit-elle avoir des limites et lesquelles ? Cette question suscite le clivage entre les libéraux/progressistes et les populismes/illibéraux.

A ce stade, la critique illibérale fait apparaître le post-moderne occidental comme un mode de pensée nihiliste, la volonté individuelle ou le caprice individuel se déployant sans limites. Or la réalité est différente.

Nos sociétés ont rejoint d'autres types de morale. On ne peut pas dire que la liberté y soit illimitée. Certes, on peut changer de sexe à son gré, mais il est interdit (et immoral) de polluer la planète, de faire du mal aux animaux, de fumer dans les lieux publics ou d'allumer des feux n'importe où. Nos sociétés ne sont pas à proprement parler devenues nihilistes. Non, elles ont tout simplement changé de morale au point qu'elles sont devenues méconnaissables. En l'espace d'un demi-siècle à peine, un grand nombre de comportements acceptés ou considérés comme des pis-aller (la torture, la pédophilie, le viol, et même la guerre) sont devenus des crimes abominables ; et des comportements tenus auparavant pour des crimes (l'avortement, l'homosexualité) sont légitimés, considérés comme des droits, voire encouragés. Ces changements sont dus à l'effacement de la chrétienté (préparé depuis des siècles mais scellé au milieu du XXe siècle), et laissent apparaître derrière la chrétienté déchue des comportements de type païen. Les comportements païens sont ceux que l'on trouve partout hors la culture judéo-chrétienne : l'IVG au stade tardif en tout cas n'est qu'une traduction contemporaine de l'infanticide, qui a toujours existé partout sauf chez nous, les Judéo-Chrétiens. Par ailleurs, des traces importantes de la chrétienté déchue demeurent dans ce que Chesterton appelait « les vertus chrétiennes devenues folles » : l'égalité évangélique transformée en lutte totale contre les « discriminations », l'humanisme transformé en humanitarisme. La définition de la « bonne vie » a changé : le Bien se définit désormais par le bien-être des individus, et le souci de la nature.

On ne peut donc pas dire que les libertés sont illimitées. Il faudrait dire plutôt que les libertés et les interdictions ne s'appliquent pas aux mêmes objets qu'il y a quelques décennies. Pour donner un exemple concret, l'électeur de Trump s'indigne de voir la liberté légale qui s'attache à l'IMG voire à l'IVG – mais il s'indigne de ne plus avoir le droit de tirer sur les oiseaux, de faire un feu dans son jardin ou de fumer au restaurant. L'illibéralisme signifie moins la volonté de diminuer les libertés, que de retourner aux libertés et aux interdictions précédentes. C'est une forme de Réaction.

On peut dire que sont à l'œuvre des courants de pensée non-contemporains (pour reprendre l'expression d'Ernst Bloch), ou conservateurs, au fondement des régimes illibéraux. Ils jugent que la liberté est trop grande, ou plus précisément, que la liberté n'est pas placée au bon endroit. Ils sont non-contemporains en ce qu'ils s'opposent à ces déplacements de la morale

et à l'apparition d'une société mondialiste au lieu de nationale, individualiste au lieu de solidaire, humanitariste au lieu d'humaniste.

Ces courants conservateurs s'enracinent en Europe centrale, dans une résistance historique ; en Europe occidentale et en Amérique, dans une lutte de classes. Les deux sont liés entre eux parce que défendant les mêmes principes (le phénomène de l'illibéralisme traduit un refus de rejoindre la mentalité post-moderne, dans tous les cas), mais ils sont apparus en des circonstances différentes et s'appuient sur des clivages différents.

Je vous propose de décrire les circonstances de l'apparition de ce processus en Europe centrale, c'est-à-dire dans les pays où il a commencé. Puis en conclusion j'évoquerai par quelle corrélation ce processus apparaît en Europe occidentale.

Considérons la distance qui sépare la modernité de la post-modernité : et la vitesse à laquelle ont changé les mentalités en l'espace de quelques cinquante ans.

Les sociétés d'Europe centrale et orientale, enfermées derrière le rideau de fer, vivaient une histoire qui n'en était plus une, une sorte de temps arrêté. Leurs relations avec le monde extérieur étaient rares et interdites. Pendant ce temps, l'Occident évoluait rapidement. Lorsque le mur de Berlin tombe, et lorsque les relations entre les deux Europes se mettent en place pour façonner les institutions communes, les sociétés d'Europe centrale découvrent à l'Ouest un paysage mental tout à fait nouveau. On peut appeler ce paysage celui de la post-modernité. Voyez plutôt :

- L'Europe occidentale en récusant le nazisme a récusé le nationalisme et entraîné le patriotisme dans la déchéance. Le processus de mondialisation dévalorise l'amour de la patrie, devenu égoïsme frileux – il faut être exclusivement citoyen du monde.
- Le culte des héros, et l'héroïsme en général, appartient au passé. Peut-être jamais n'a-t-on été aussi proche d'accomplir cet idéal de la modernité : faire cesser toutes guerres en remplaçant définitivement le guerrier par le marchand.
- La chrétienté, comme société inspirée par les principes chrétiens, est morte. Les principes qui inspirent les lois et la morale commune sont essentiellement païens.
- Les mœurs communes n'ont donc plus qu'à obéir aux demandes de liberté individuelle et à la faisabilité technique : d'où les réformes dites sociétales.

Toutes ces nouvelles certitudes, et d'autres encore, sont nées à la vitesse de l'éclair sur le terreau du refus de toute guerre à venir, des déceptions idéologiques, et du cosmopolitisme issu de la mondialisation. Depuis la seconde guerre, le paysage mental de l'Europe occidentale a entièrement changé.

Or les sociétés d'Europe centrale sont jalouses de leurs identités si souvent récusées dans l'histoire. Sorties du totalitarisme communiste, elles ont besoin de tirer les leçons de l'histoire et de perpétuer la mémoire des héros de l'ombre dont il était auparavant interdit de parler. Elles ne supportent pas que la mondialisation mette en péril leurs cultures, qui ont été les seules sauvegardes en périodes d'oppression. Elles sont davantage que nous attachées aux

principes chrétiens. Autrement dit, lorsqu'elles se trouvent, au tournant du siècle, confrontées à la mentalité post-moderne des Européens de l'Ouest, chez elles l'étonnement le dispute au rejet.

Je crois que ce choc de la rencontre avec une mentalité post-moderne rendue obligatoire (en tout cas donnée comme condition du retour dans la maison commune), a été la raison des dites démocraties illibérales. Ce choc n'a été possible que parce que derrière le rideau de fer, le temps ne passait pas. Les « populismes » seraient au départ une affaire de ce qu'Ortega y Gasset appelait avec ironie « la hauteur des temps ». Les sociétés d'Europe centrale ne se sont pas encore élevées « à la hauteur des temps », et d'ailleurs beaucoup chez elles ne le veulent pas, et osent mettre en cause le bien-fondé des principes de la post-modernité. Ortega est ironique quand il parle de « hauteur des temps » parce qu'il se demande s'il ne s'agirait pas plutôt d'une chute des temps... C'est bien ce que pense une partie des sociétés d'Europe centrale, et c'est là la raison des votes populistes.

Ce décalage d'époque est très important, surtout quand « les temps » avancent à une vitesse sidérale et sidérante. La guerre est alors sidérale à laquelle peuvent se livrer ceux qui ne se situent pas au même stade des temps. La lutte âpre, semée de haines, qui sépare les Occidentaux des illibéraux d'Europe centrale, est une lutte entre deux époques. Cette constatation vaut quelque soit l'opinion qu'on peut avoir du bien-fondé de l'un ou de l'autre camp. Mais la haine est intense. A ce point qu'elle récuse les principes les plus chers. Voyez plutôt : dans les deux camps on se trouve capable de mettre en cause la démocratie pour battre l'adversaire (Kaczynski viole la constitution ; les votes des peuples contre l'Europe sont régulièrement retoqués par les gouvernements nationaux).

Les Occidentaux regardent à l'Est et disent : « ces gens sont des attardés » ; les sociétés d'Europe centrale regardent à l'Ouest et disent : « ces gens sont des fous ».

En Europe centrale, on en vient à penser que la mentalité universaliste post-moderne s'approche du communisme (cf Legutko), à la fois par la forme (intolérance, attitude néo-colonialiste) et par le fond (déni des particularités, hostilité au christianisme, rationalisme conquérant).

Autrement dit, ces pays ressentent l'impression terrible, enfin rentrés chez soi après des décennies tragiques, de retrouver le chez-soi défiguré et contredisant l'essentiel. Ce n'est plus « l'Occident kidnappé » de Kundera, mais l'Occident infidèle et décevant.

Les peuples d'Europe centrale sont attachés à leur culture comme nul autre, parce que seule elle a permis à la société de survivre sans Etat : « quand il n'y avait pas d'Etat, c'est la culture qui a joué le rôle de l'Etat »^[2]. Aucun pays d'Europe occidentale n'a eu cette expérience historique : celle d'une culture particulière résistant à un envahisseur et à un conquérant par la seule force des coutumes et des principes qui tissent la société civile. Pour ces pays, la culture particulière représente donc le trésor inestimable qui pour ainsi dire garantit la pérennité. C'est pourquoi il n'y a pas de sociétés plus opposées au multiculturalisme que celles-ci. On a parlé à propos des populismes d'Europe centrale d'« insécurité culturelle » (Laurent Bouvet, Christophe Guilluy), et c'est exactement cela. Dans leur optique, le multiculturalisme suppose à brève ou longue échéance la fin de la société, parce qu'elle aura perdu son arrimage existentiel. On ne peut pas dire qu'à l'inverse les sociétés occidentales se

moquent de leur culture. Cependant, elles ont le sentiment plus ou moins conscient que celles-ci survivront par la seule force de leur intrinsèque valeur (les droits de l'homme, la laïcité française), et que même dans une société multiculturelle, elles s'imposeront d'elles-mêmes. Les sociétés occidentales peuvent se permettre de penser cela parce qu'elles ignorent la perte totale, la possibilité vécue de la disparition, l'idée que votre culture est rayée de la carte. Lorsque les adeptes du PIS disent qu'ils ne veulent pas d'immigration parce qu'ils n'accepteront jamais, comme les Français, que les femmes soient exclues de certains bars, l'idée est plus complexe qu'il n'y paraît. Car les Français n'acceptent pas non plus que les femmes soient exclues des bars, et ils luttent comme ils peuvent contre ces pratiques qui existent dans certains quartiers. Mais ils luttent dans l'idée qu'ils y parviendront de toutes façons, parce que leur culture est toujours victorieuse, en raison sans doute de sa vérité intrinsèque. Tandis que les membres du PIS, partant de leurs expériences historiques, pensent qu'on pourrait avoir le dessous, et se transformer en une société où les femmes sont recluses à la maison. Autrement dit, c'est la conscience de la perte qui fait la différence entre les deux points de vue.

L'idée tragique de la nation « qui peut mourir, et qui le sait » (Bibo, Kundera), de la disparition connue, historique, toujours possible, suscite une notion organique, ethno-culturelle de la nation. On peut parler d'« une conception de la nation, libérale et contractuelle à l'Ouest, organique à l'Est »[\[3\]](#). Autrement dit, par le fait même de l'histoire, la vision de la nation est plus rationnelle et distanciée à l'Ouest, plus charnelle à l'Est – donc plus vivante et plus précieuse. Le multiculturalisme est ici davantage craint et repoussé, la hantise de la dilution de la nation dans l'Europe s'enracine dans l'idée selon laquelle l'Europe a perdu son attachement vital à sa propre culture fondatrice. D'où une forme de nationalisme, qui sonne à la fois désuet et dangereux aux Occidentaux ; la réclamation d'une « Europe des nations » ; un discours de patriotisme économique et une critique de l'invasion des capitaux étrangers. Une récusation du récit culturel de l'Europe occidentale, « récit historique de la honte », fondé sur la culpabilité face aux erreurs et horreurs, et une demande au contraire de réhabilitation des héros.

La prédominance de l'enracinement entretient le spiritualisme et marque le pas sur le matérialisme qui accompagne inévitablement l'évolution émancipatrice et rationaliste. Les cultures les plus émancipatrices deviennent matérialistes : pour s'émanciper de tous les attachements, elles se doivent de quêter le neutre et le quantifiable – l'argent. En Europe centrale l'histoire qui pèse d'un poids de plomb, empêche le matérialisme d'être déterminant. D'où les malentendus : « quand nous vous parlons de justice historique, vous nous parlez de fonds européens »[\[4\]](#). L'Europe centrale se voit comme une Europe à culture chrétienne, fatiguée de devoir être l'élève d'une Europe matérialiste qui ne lui ressemble pas.

Ainsi les gouvernements illibéraux appuient-ils tous les grands thèmes de l'enracinement : ils soutiennent la patrie, la famille et le désenclavement des campagnes, et l'allocation aux populations démunies, si du moins celles-ci contribuent à fortifier la culture commune.

Leur position face à l'immigration est particulièrement intéressante, parce qu'elle contient l'ensemble de leur vision du monde. Les médias ou gouvernants de l'Ouest ont tendance à réduire ces positions face à l'immigration, à l'égoïsme foncier de gens qui après avoir demandé qu'on les aide à sortir d'une impasse historique, refusent d'aider les malchanceux du moment.

Les choses sont un peu plus compliquées. A tort ou à raison, les gouvernements d'Europe centrale pensent qu'un afflux de réfugiés dotés d'une culture entièrement différente (notamment l'Islam), suscitera une société multiculturelle, et l'effacement de la culture originelle. Leur raisonnement est typique d'une morale chrétienne réaliste s'attaquant à la « charité mal placée ». Ils raisonnent comme ces parents qui refusent d'adopter un jeune vaurien parce qu'il risquerait de déstabiliser tous leurs autres enfants. Si on leur fait remarquer qu'une société chrétienne ne peut pas laisser tous ces réfugiés sans aide, ils répondent qu'ils défendent un plan Marshall pour l'Afrique^[5]. Si l'accueil des migrants en masse par les pays occidentaux leur paraît au mieux une charité mal placée, il leur paraît au pire un « suicide rituel » selon l'expression du président slovaque Fico. La rhétorique allemande qui juge normal de remplacer dans les usines les bras manquants dans le pays par les bras des immigrés, leur semble ahurissante. Car on ne réduit pas un homme à ses bras, il est porteur d'une culture qu'il défend avec raison. Evidemment ce qu'ils refusent de voir, c'est qu'un plan Marshall pour l'Afrique, si encore on y parvenait, porterait des fruits pour l'avenir, alors même que le problème de l'immigration se pose dans le présent. On peut se demander si un discours occidental plus raisonnable, par exemple celui qui déciderait de vraiment distinguer entre les immigrés politiques que l'on reçoit et les immigrés économiques que l'on renvoie, ne pourrait permettre d'établir un dialogue avec les gouvernements illibéraux, qui sont surtout exaspérés par ce qu'ils considèrent comme un excès mortel : la volonté, sous le faux nez de la morale, d'accueillir toute la misère du monde. Craignant d'être contraints par l'Europe à mener ces politiques qu'ils considèrent comme suicidaires, les gouvernements illibéraux sont prêts à écorner la démocratie ou à la déconsidérer, pour échapper à ces périls.

D'autant qu'un autre phénomène doit être pris en compte. L'Europe de l'Ouest, pendant qu'elle aménage les institutions communes et aperçoit avec non moins d'étonnement la mentalité attardée de ces revenants, n'essaie pas du tout de les comprendre, et encore moins de se demander s'ils n'ont pas quelque chose à lui apprendre. Persuadée de se trouver à la pointe du progrès et de l'évolution, elle vient proposer son aide pour arracher toutes ces vieilleries. Et quand elle se heurte à des refus, ce qui ne manque pas, elle s'encolère. Si bien que l'attitude typique de l'Europe de l'Ouest face à l'Europe centrale revient à signifier : « avec tout ce que nous faisons pour vous relever, et tout l'argent qu'on vous donne, vous êtes bien ingrats de refuser nos directives ». Depuis une vingtaine d'années, l'attitude de l'Ouest est celle du mépris et du dégoût. Il suffit de regarder récemment les réactions significatives face à la crise des réfugiés. L'Ouest fait la morale à l'Europe centrale, lui assène des leçons de bien-vivre, et lui donne comme modèle l'Allemagne qui ouvre grandes ses portes. Y. Krastev et S. Holmes^[6] ont montré que l'illibéralisme est né du ressentiment devant une imitation donnée pour obligatoire. L'absence de choix est mortelle et suscite la révolte. Le TINA (« there is no alternative ») a fait de grands dégâts dans les esprits d'Europe centrale. Prétendre qu'au sortir d'un demi-siècle de totalitarisme, ils n'auraient plus de choix de société puisqu'ils sont obligés d'approuver le courant dominant, cela les a plongés dans une stupeur furieuse. Les démocraties illibérales signifient : il y a une alternative à l'immigration infligée, aux réformes sociétales imposées par le progrès, à la mondialisation financière. Le sentiment de trouver en face d'elles une seule pensée – qui les fait apparaître d'ailleurs comme les seuls opposants –, assoit les démocraties illibérales dans l'idée que l'Europe occidentale est la proie d'une sorte de délire idéologique, face auquel elles représenteraient la voix du bon sens et du réalisme. L'Europe de l'Ouest et l'Europe centrale parlent l'une et l'autre des *valeurs* de l'Europe auxquelles elles sont attachées. Cependant il ne s'agit pas des mêmes valeurs. L'Europe de

l'Ouest pense au multiculturalisme, à l'universalisme et au mondialisme, à la société de marché. L'Europe centrale pense à l'identité culturelle, à la spiritualité, à la *solidarité des ébranlés* (Patočka). Elles ne peuvent pas se rencontrer.

On peut croire au premier abord qu'il s'agit de *révolutions conservatrices*^[7]. On voit aussitôt dans cette expression un oxymore. Si on conserve on ne révolutionne pas. Et pourtant, la révolution consiste ici à vouloir conserver ce que l'évolution des temps rend injustement obsolète. Au début du XX^e siècle, les courants germaniques de la révolution conservatrice récusait la direction qui avait été prise par la modernité. Ils défendaient les valeurs traditionnelles et à cet égard, rejetaient dos à dos le libéralisme et le marxisme. La révolution conservatrice affirme que le processus de modernisation met en péril des valeurs cardinales, des principes substantiels. Elle raconte un dégoût de l'évolution moderne vers le capitalisme et le matérialisme. Elle réclame l'enracinement dans les principes éthiques et religieux, le nationalisme, le retour à la terre, le réalisme contre les utopies. Elle veut la communauté contre l'individualisme, l'élite contre l'égalitarisme. La révolution conservatrice allemande lançait une attaque en règle contre les partis et la république de Weimar, décadente et instable. Les sociétés d'Europe centrale se rebellent contre une modernité que voudrait leur imposer l'Union européenne. Au fond, il s'agit toujours de combattre le matérialisme, la décadence des mœurs, l'universalisme excessif, pour défendre l'enracinement, la spiritualité éthique, et les identités.

*

Mais alors, et ce sera ma conclusion, quel peut bien être le lien avec l'apparition de régimes analogues dans des pays de l'Ouest (Italie, Etats-Unis), où rien de tout cela ne s'est produit ?

Ce qui les relie est la défense de l'enracinement face à un libéralisme/libertarisme considéré comme excessif. La défense de l'enracinement c'est simplement le conservatisme. Cependant, alors qu'en Europe centrale le conservatisme prend sa source dans la profondeur de l'histoire (comme je viens d'essayer de le montrer), à l'Ouest le conservatisme a des raisons sociales.

Les transformations des sociétés développées ont été rapides et bouleversantes (j'ai parlé plus haut de l'inversion normative). Ces mutations accélérées s'accomplissent toujours dans le sens de plus d'ouverture, plus d'émancipation, plus de mondialisation. Et tout naturellement, ce sont les élites qui s'adaptent bien, pendant que les classes populaires demeurent en retrait. Les milieux populaires restent partout et toujours plus attachés à l'enracinement, par difficulté à voyager, à parler d'autres langues etc. Pour cette raison elles sont naturellement plus conservatrices (l'attachement des classes populaires au marxisme universaliste, a été une duperie, comme l'a montré Roger Scruton en racontant l'histoire de sa famille, mais ce genre d'analyse nous entrainerait trop loin). L'évolution des temps les affole. Elles deviennent elles aussi non-contemporaines, et votent pour des gouvernements illibéraux : le peuple qui vote Trump (et aussi celui qui vote pour le brexit au Royaume-Uni, car le brexit est typiquement un vote illibéral).

La diffusion des gouvernements illibéraux dans plusieurs zones occidentales, signifie ceci : on peut avoir des raisons historiques ou des raisons sociales, d'être conservateur. Que la rupture soit historique ou sociale, elle traduit toujours l'attachement à la particularité (famille,

province, patrie), aux croyances historiques de cette particularité (religion), à la culture natale. Et le rejet d'une forme d'universalisme, d'abstraction culturelle, d'émancipation considérée comme excessive. Du point de vue des libéraux, les peuples qui élisent des gouvernements illibéraux souffrent d'un retard dans la marche des temps : ici un retard social, là un retard historique. C'est là un déni de démocratie, même si ce n'est pas le seul (le libéralisme des « menottes dorées » ne défend pas non plus la démocratie).

Peut-être nous trouvons-nous devant une question cruciale, que l'économiste turc Dani Rodrik (*Nations et Mondialisation*, 2008) a tenté d'explicitier par la description d'un trilemme ou triangle d'incompatibilité. :

- Forme nationale,
- Démocratie vivante
- Hypermondialisation

Seules deux de ces formes sont possibles ensemble, pas les trois (1 et 2 : c'est la situation des trente glorieuses, que Rodrik appelle « compromis de Breton Woods » ; 2 et 3 : c'est la situation que nous promettent les élites avec une démocratie européenne, appelée par Rodrik « fédéralisme global » ; 1 et 3 : situation actuelle, appelée par Rodrik « camisole dorée » - cette expression a été utilisée par Thomas Friedman et par Ulrich Beck « menottes dorées »)

(On s'aperçoit qu'en réalité le triangle est faux : la combinaison de l'hypermondialisation et de la démocratie n'existe pas, car il s'agit d'une démocratie post-nationale seule présente dans les rêves d'Habermas. En réalité, quand on perd la souveraineté étatique, on perd aussi la démocratie, car il n'y a de démocratie qu'à ce niveau. On dirait bien que la mondialisation tue la démocratie aussi sûrement que la nation. Je n'ai pas de réponse à cette question).

En tout cas : la montée de l'illibéralisme (ou quel que soit le nom qu'on lui donne) manifeste un malaise important face au paysage post-moderne : libéral/libertarisme, et mondialisation.

[1] V. Hugo, *Hernani*, acte III, scène 2

[2] Marcin Darmas, *Hulala* 3 novembre 2017

[3] Brice Couturier, émission "Le tour du monde des idées", Juin 2017

[4] Kwasniewski, *Hulala* 31 octobre 2017

[5] Alexander Kwasniewcki, La Pologne souffre de schizophrénie, *Le courrier d'Europe centrale*, 12/1/2018

[6] *Le moment illibéral*, Fayard 2019

[7] L'expression « révolution conservatrice », employée par Dostoïevski en 1876, prend de l'importance avec le poète Hofmannsthal, et devient le nom du courant allemand qui s'oppose à la République de Weimar, voir Barbara Koehn, *La révolution conservatrice et les élites intellectuelles européennes*, Presses universitaires de Rennes 2003.